



# Une Semaine en HAÏTI



*une rédaction d'Alterpresse*

*une publication du Collectif Haïti de France*

N°971

12 juillet 2010

- **Haïti : 6 mois après, des signes d'un mouvement de désobéissance civile et de crise sociopolitique...**
- **Agriculture : Plus de 300 millions de dollars promis sur 790 millions recherchés**
- **Un journaliste américain souhaite le retrait d'un don de semences hybrides au gouvernement haïtien**
- **Des collectivités françaises viennent en aide à Haïti**

## >>> Haïti : 6 mois après, des signes d'un mouvement de désobéissance civile et de crise sociopolitique...

6 mois après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, de nombreuses couches de la population en Haïti guettent, avec impatience, des signes concrets d'un éventuel relèvement national, qui s'apparenterait à une mise en place planifiée augurant de futurs changements fondamentaux dans les conditions de vie globale.

Différents secteurs affirment ne point se reconnaître dans ce qui semble être en cours aujourd'hui en Haïti, notamment au niveau des diverses structures gouvernementales. Ils ne cachent pas leur intention de rechercher des concertations organisationnelles en vue de la mise en oeuvre collective d'actions, susceptibles de bousculer les méthodes traditionnelles et d'initier de nouvelles formes de gestion territoriale.

L'annonce, par la présidence, de la tenue d'élections (présidentielle et législatives), le 28 novembre 2010, dans un contexte de méfiance de la plupart des partis politiques et de plusieurs organisations sociales vis-à-vis de l'organisme appelé à conduire le processus, laisse présager une épreuve de force de tous les dangers...

D'autant que des secteurs politiques projettent de renforcer la mobilisation anti-gouvernementale (contre la politique suivie par le président René Garcia Préval et son premier ministre Joseph Jean Max Bellerive) par des manifestations et autres formes de levées de boucliers, à partir du 13 juillet, au lendemain de la période de la coupe du monde de football 2010 en Afrique du Sud (une attraction importante en Haïti).

Un ensemble d'organisations sociales appelle les citoyennes et citoyens à se mobiliser pour faire respecter leurs droits politiques, dont le droit de choisir (dans des élections transparentes) des personnes honnêtes et crédibles pour les représenter, et se doter d'une force politique unitaire dans l'objectif d'aboutir à un « leadership » moderne et responsable.

En termes de bilan, sur les efforts accomplis pour sortir de l'urgence humanitaire et construire des alternatives durables, est évoquée une absence de directives et de propositions des autorités nationales, qui ont décidé, sans consultation nationale, d'orienter le pays vers des solutions discutées seulement avec des représentants de la communauté internationale.

Pendant les 6 mois écoulés, de nombreuses associations, organisations non gouvernementales (Ong) et institutions internationales ont, avec leurs moyens propres, tenté de diminuer les souffrances des communautés touchées par le séisme. Des activités psychoémotionnelles, des aides en alimentation, des supports sanitaires et économiques, des séances de thérapie (post-traumatiques) figurent parmi le lot d'actions de coopération entreprises.

A partir d'avril 2010, beaucoup d'élèves, affectés dans le tremblement de terre, ont pu regagner leurs salles de classe, installées sous des hangars, tentes ou espaces aménagés avec des matériels légers, capables de résister aux aléas sismiques.

Quoi qu'il en soit, le Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires de l'Organisation des Nations Unies (Ocha, de son sigle en anglais) admet la nécessité d'accélérer les actions post-séisme en faveur de la population.

90% de la population a eu accès à des soins de santé de proximité, 600 000 enfants ont été vaccinés, « le niveau nutritionnel des enfants est en général stabilisé » et « jusqu'à présent, il n'y a pas eu d'épidémie » dans le pays.

4,3 millions de personnes ont reçu une aide alimentaire, 1,5 million ont obtenu un abri provisoire et 1,2 million ont eu accès quotidiennement à l'eau potable.

Cependant, 6 mois après le tremblement de terre, l'action humanitaire fait face à certains défis, en plus de la lenteur du déblocage de l'aide internationale.

Sur les 2 milliards de dollars américains promis pour 2010, 700 millions seulement ont été alloués et 260 millions déboursés (US \$ 1.00 = 41.00 gourdes; 1 euro = 55.00 gourdes aujourd'hui).

En dépit des opérations menées dès le lendemain de la catastrophe, les débris laissés par le séisme continuent de constituer un obstacle majeur.

A Port-au-Prince, 250 000 mètres cubes de débris ont été enlevés sur 20 millions.

Actuellement, les autorités seraient partagées entre la décision de laisser la population débayer elle-même les sites, pour récupérer ensuite les débris empilés au bord des routes, ou d'engager des équipements pour débayer en priorité les zones qualifiées rouges (à détruire et reconstruire), souligne Ocha.

Les organisations humanitaires doivent également apporter des réponses rapides aux sinistrés qui sont plus d'un million à vivre de façon précaire dans des camps, sous des tentes, des abris peu résistants aux intempéries.

## >>> Agriculture : Plus de 300 millions de dollars promis sur 790 millions recherchés

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) s'est engagée à verser 200 millions sur les 5 prochaines années. Le gouvernement américain a, de son côté, promis 110 millions pour la période 2010-2011.

Tels sont, à la date du 7 juillet, les engagements pris par des partenaires internationaux d'Haïti pour le relèvement de l'agriculture nationale.

Le développement des infrastructures rurales, la production et le développement des filières, le renforcement des services agricoles et l'appui institutionnel sont les axes fondamentaux d'un document d'orientation, élaboré par le Ministère haïtien de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (Marndr) qui prévoit un investissement de 790 millions de dollars sur 5 à 6 ans pour réhabiliter le secteur.

« Le secteur n'a pas besoin uniquement de 790 millions de dollars. Ce sont les investissements publics et l'aide internationale qui doivent créer les conditions pour attirer les investissements du

secteur privé... de façon à valoriser les potentialités du secteur agricole », indique le ministre Joanas Gué.

Un programme national d'achats de produits locaux est en cours de finalisation « afin d'utiliser au maximum les produits locaux » dans les opérations d'aide alimentaire, selon le secrétaire d'Etat à la production animale, Michel Chancy.

54 à 56% de la consommation nationale de nourriture est assurée par la production nationale, suivant les estimations du Marndr.

Le tremblement de terre a peu affecté les espaces cultivés, sauf à Léogane (Ouest). Toutefois, la catastrophe a provoqué un mouvement de populations qui a causé des pressions sur les ressources existant en milieu rural.

Dans le cadre d'activités de soutien au secteur agricole, 18.000 hectares de terres ont été labourés, tandis que des kits d'outils, des tracteurs et des motoculteurs ont été distribués par le Marndr.

## >>> Un journaliste américain souhaite le retrait d'un don de semences hybrides au gouvernement haïtien

Dans une lettre ouverte à Hugh Grant, PDG de la transnationale Monsanto, le journaliste américain Peter Costantini du Seattle Times invite l'industriel à entreprendre des démarches pour se rendre compte que son don ne correspond pas aux besoins des paysans et agriculteurs haïtiens.

Les paysans haïtiens disposent de leurs propres semences et pour accroître leur productivité, il leur faut des outils manuels, des machines agricoles, des infrastructures comme des canaux d'irrigation, des dépôts et des routes.

« Bill Clinton a récemment présenté ses excuses devant le Sénat des États-Unis pour la politique commerciale américaine et l'orientation de l'aide qui ont conduit à la destruction de la capacité d'Haïti à se nourrir », rappelle le journaliste américain.

Des milliers de paysans haïtiens avaient manifesté le 4 juin dernier à Hinche (Nord-Est) en vue de rejeter un don de 475 tonnes de semences hybrides, offert au gouvernement haïtien par la multinationale américaine, le qualifiant d'« agro-poison ».

## >>> Des collectivités françaises viennent en aide à Haïti

L'Association des Maires de France (AMF) et l'Assemblée des Départements de France (ADF) contribuent à hauteur de 1,7 million d'euros à un fonds de concours mis en place par le ministère français des Affaires étrangères et européennes pour la reconstruction d'Haïti .

Une bonne part de ce montant, soit 1,4 million d'euros, est déjà allouée à la reconstruction et la remise en service d'établissements scolaires et médicaux en Haïti.

### COLLECTIF HAÏTI DE FRANCE

21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris

01 43 48 31 78

[www.collectif-haiti.fr](http://www.collectif-haiti.fr)

[infocom@collectif-haiti.fr](mailto:infocom@collectif-haiti.fr)

[contact@collectif-haiti.fr](mailto:contact@collectif-haiti.fr)

Adhésion : 20 € (individu)

50 € (association)

Abonnement : 15 € (mail)

40 € (envoi papier)

CCP 7028 72X

Chèque à l'ordre de Collectif Haïti de France

### FOKAL

143, Avenue Christophe

B.P. 2720, Port-au-Prince, Haïti, W.I.

(509) 224 1509 / (509) 224 5421 / (509) 224 1507

[www.fokal.org](http://www.fokal.org)



### ALTERPRESSE

Delmas 38, n° 8

Port-au-Prince, Haïti, HT6120

B.P.19211

(509) 22.49.94.93

22.49.94.92

25.16.69.27

[www.alterpresse.org](http://www.alterpresse.org)

[alterpresse@medialternatif.org](mailto:alterpresse@medialternatif.org)

**Alter** Presse

